ASSEMBLÉE NATIONALE

20 novembre 2007

CONCURRENCE AU SERVICE DES CONSOMMATEURS - (n° 351)

Commission	
Gouvernement	

SOUS-AMENDEMENT

N° 244

présenté par
M. Dionis du Séjour

à l'amendement n° 43 de la commission des affaires économiques

APRÈS L'ARTICLE 7

La première phrase de l'alinéa 2 de cet amendement est ainsi rédigée :

« Dans le respect de l'article L. 121-1 du code de la consommation, aucune somme ne peut être facturée au consommateur pour un appel depuis le territoire national à un service téléphonique lorsqu'il lui a été indiqué, sous quelque forme que ce soit, que l'appel à ce service est gratuit. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il apparaît que les pratiques actuelles consistant à faire la publicité d'un numéro gratuit doivent être mieux encadrées dans le respect des règles du code de la consommation sur la publicité mensongère.

En demandant aux titulaires des numéros verts de prendre à leur charge le surcoût de la communication depuis un mobile, l'amendement n°43 risquait de mettre fin à l'existence même des numéros verts à appel « gratuits depuis un poste fixe ». Or un certain nombre d'associations qui conduisent des missions d'intérêt général mettent des numéros verts à la disposition du public, et n'auraient pas les ressources financières pour supporter le surcoût.

Ce sous-amendement propose donc de créer une nouvelle tranche de numérotation pour des numéros totalement gratuits, et oblige les opérateurs à commercialiser l'accès à ces numéros (le départ d'appel) dans des conditions raisonnables.

Le consommateur pourra désormais identifier clairement les numéros « gratuits depuis un poste fixe » (qui devront l'indiquer clairement dans toute publicité) des numéros « totalement gratuits », que ce sous-amendement propose de créer.